

À la recherche des trois blocs : une analyse empirique de la tripolarisation de l'espace politique français

Bruno Amable (Université de Genève) & Celâl Güney (Université de Genève)

Juillet 2025

1. Introduction

Si la stratégie politique axée sur le bloc bourgeois d'Emmanuel Macron et de son mouvement En Marche, désormais Renaissance, a permis l'accélération de la transformation néolibérale¹ du modèle socio-économique français depuis 2017, les conditions dans lesquelles cette stratégie de réformes structurelles peut être poursuivie sont plus incertaine après l'élection européenne de 2024 et la dissolution de l'Assemblée nationale qui a immédiatement suivi. La partition de l'espace politique français en trois blocs sociaux minoritaires, déjà visible après la présidentielle de 2022, souligne en outre les difficultés pour le bloc bourgeois à s'imposer durablement en tant que bloc social dominant (BSD). Face au bloc bourgeois, la stratégie libérale-identitaire portée par le Rassemblement National ne cesse d'accroître sa base sociale, tandis que la France Insoumise a consolidé l'existence d'une gauche de rupture significative.

Toutefois, plusieurs facteurs indiquent l'instabilité de la coexistence de ces trois blocs sociaux dans le moyen-long terme. Le premier est la tendance au déclin de la stratégie fondée sur le bloc bourgeois, cette dernière s'affaiblissant élections après élections². Le second est la proximité idéologique entre la stratégie du bloc bourgeois et du bloc libéral-identitaire vis-à-vis de l'agenda des réformes économiques néolibérales. Un troisième facteur sont les institutions politiques françaises qui, à travers le système majoritaire-unitaire, poussent fortement à la bipolarisation (Lijphart 2012). Enfin, la taille très restreinte du bloc bourgeois, qui était initialement composée par les groupes les plus éduqués et aisés des anciens blocs de droite et de gauche, oblige ce dernier à s'élargir à d'autres groupes sociaux, notamment de l'ancien bloc de droite.

Si la concurrence entre trois blocs sociaux n'est probablement pas soutenable à long terme, il reste à savoir vers quelle bipolarisation tend l'espace politique français et lequel de ces trois blocs s'imposera en tant que BSD. Amable & Palombarini (2022, 2024a) considèrent deux scénarios de bipolarisation. D'une part, un recul voire la défaite de la gauche de rupture impliquerait une bipolarisation entre un bloc prétendument progressiste face à une alliance identitaire et conservatrice, similaire à celles qui existent par exemple aux États-Unis entre les Démocrates et les Républicains ou encore au Royaume-Uni entre le Labour et le Parti Conservateur. Ce scénario implique une hégémonie totale du néolibéralisme car l'opposition entre ces deux pôles ne remettrait aucunement en question la transformation néolibérale du modèle français en proposant un paradigme et une vision du monde qui remettrait en cause les principes du néolibéralisme. D'autre part, dans le cas où la gauche de rupture réussit à se consolider, la bipolarisation tendrait vers une

¹ Pour un aperçu des réformes, voir Amable (2021, chap. 5). Pour une définition du néolibéralisme, voir Dardot et Laval (2010) ou encore Amable (2023). Le néolibéralisme est utilisé ici pour faire référence au modèle néolibéral de capitalisme ainsi que ses institutions : une protection sociale minimale, une forte flexibilité du marché du travail, des services publics peu développés ou encore une forte concurrence dans le marché des produits (Amable 2003).

² Aux législatives de 2017, 2022 et 2024, le pourcentage des voix obtenues décline de 32,3 %, 25,88 % à 21,8 %.

opposition entre le bloc socialiste-écologique³ et un bloc de droite renouvelé qui résulterait de la fusion entre le bloc bourgeois et le bloc libéral-identitaire. Dans ce scénario, le paradigme néolibéral serait concurrencé ou en tout cas contesté par la gauche de rupture.

Plusieurs facteurs mènent à penser que ce deuxième scénario est le plus probable. Premièrement, la politique de Macron depuis 2017 montre des signes de cette synthèse entre ces deux blocs du paradigme néolibéral car cette dernière combine des réformes en direction du bloc bourgeois et du bloc libéral-identitaire en plus de l'abandon du progressisme revendiqué par le Macron candidat aux présidentielles de 2017 et le tournant autoritaire effectué au courant de ses deux quinquennats. Ensuite, la stratégie du bloc bourgeois est en déclin, comme le montrent les résultats aux élections européennes de 2024 ainsi qu'aux législatives, alors que la gauche de rupture consolide ses bases et l'extrême-droite continue son ascension.

L'objectif du présent article est d'analyser les possibilités politiques de ces deux scénarios de bipolarisation à travers une évaluation des bases sociales des trois stratégies politiques qui sous-tendent la tripolarisation de l'espace politique français. La prochaine section présente le cadre théorique ainsi que les concepts mobilisés, notamment celui de bloc social. Ensuite, l'article se tourne vers l'analyse des attentes politiques des français et présente les résultats d'une analyse en classes latentes sur les données post-électorales des européennes de 2024. Enfin, la conclusion discute de la possibilité des trois blocs sociaux de s'imposer en tant que bloc social dominant.

2. Groupes socio-politiques et blocs sociaux

Le concept central de cet article est celui de bloc social (Amable & Palombarini 2005, 2024a, 2024b). Comme il existe beaucoup de confusion et d'ambiguïtés autour de ce concept, malgré son utilisation croissante en économie politique, il est bon de rappeler ici comment sont définis les blocs sociaux au sein de l'économie politique néoréaliste. Au sein de cette dernière, un bloc social est défini comme une agrégation de groupes socio-politiques unis par une stratégie politique. Il y a ici trois niveaux d'analyse à distinguer : (1) les groupes socio-économiques qui sont des groupes d'individus partageant une proximité en termes de caractéristiques socio-démographique et de position dans la structure sociale ; (2) les groupes socio-politiques qui sont des groupes d'individus ayant des préférences similaires en matière de préférences, d'attentes et de demandes sociales et politiques ; (3) les blocs sociaux qui sont donc des groupes socio-politiques unifiés autour d'une stratégie politique. La distinction entre groupes socio-économiques et groupes socio-politiques est nécessaire afin d'éviter une conception trop déterministe des attentes sociales qui ne sont pas seulement influencées par la position dans la structure, mais aussi par l'idéologie et les institutions. Si l'hétérogénéité de la structure et la différenciation sociale conduisent à un conflit social entre une diversité des intérêts, ces intérêts tels qu'ils sont perçus par les agents passent nécessairement par un filtre idéologique qui définit l'espace des attentes qui sont socialement acceptable et celles qui sont non acceptable dans le cadre du paradigme dominant (Amable & Palombarini 2023)

Les groupes socio-politiques et donc les blocs sociaux peuvent donc avoir différents degrés d'hétérogénéité en termes de composition sociale et les cas de blocs sociaux fortement homogènes comme le bloc bourgeois sont plutôt l'exception que la règle. Un bloc social devient dominant lorsque la stratégie politique à

³ Le terme « socialiste-écologique » ne renvoie pas au parti socialiste ni à une alliance politique de ce dernier avec les Verts mais à la véritable signification des deux mots.

l'origine de son alliance sociale obtient suffisamment de soutien afin de s'établir durablement dans l'espace politique. L'existence du bloc social dominant (BSD) est nécessaire à la régulation du conflit social et conduit à un équilibre politique, ainsi qu'à une délimitation entre les groupes sociaux dominants et dominés.

Il est important de ne pas confondre le concept de bloc social avec celui de bloc électoral. Contrairement à ce qu'avancent May, Nölke & Schedelik (2024, p.2), l'approche néoréaliste ne se limite pas à l'analyse des clivages électoraux et du vote pour les partis politiques. D'un côté, les acteurs politiques qui élaborent les stratégies ne sont pas forcément des partis ou des personnalités politiques. D'un autre côté, le vote n'est qu'un parmi de nombreux moyens d'exprimer du soutien politique. Ces modalités de soutien peuvent par exemple s'exprimer par du pouvoir médiatique, des choix d'investissement et d'emploi par les entreprises, des grèves, des manifestations, de la corruption, du financement, voire encore de la violence⁴. L'approche néoréaliste et son analyse en termes de blocs sociaux peuvent donc être appliquées dans des cas très différents et ne sont pas uniquement employables dans le cadre d'une démocratie avec système électoral. Par exemple, l'analyse du BSD en Colombie par Alzate (2024) repose sur les différents canaux de soutien mobilisés par les groupes sociaux en Colombie, allant des narco-paramilitaires employant la violence et l'intimidation afin d'exercer des pressions politiques jusqu'aux grands conglomérats finançant les campagnes politiques, des lobbys et think tank, et influencent l'opinion publique à travers la possession de médias. Les blocs sociaux ne sont pas non plus réductibles à des coalitions politiques. En Suisse, le terme de bloc bourgeois est souvent employé d'une manière très éloignée de l'approche néoréaliste afin de décrire une coalition politique entre les principaux partis de la droite et les associations patronales (Mach 2007). Comme le montre Güney (2024), la notion bloc bourgeois tel qu'employé dans le cas suisse est trompeuse car donne l'impression que les catégories populaires sont exclues du bloc, alors que ces dernières sont un soutien important de l'Union Démocratique du Centre, le parti qui obtient le plus de soutien aux élections nationales depuis les années 90.

Enfin, les groupes socio-politiques occupent des rôles différents dans l'espace de la domination sociale, qui est constituée de trois dimensions. La première est la domination politique, à savoir les groupes socio-politiques dont les intérêts les plus importants sont protégés ou non par les politiques publiques et donc sont inclus ou exclus du BSD. La deuxième est la domination institutionnelle : les groupes dominants sur cette dimension sont ceux dont les intérêts sont protégés par l'architecture institutionnelle en place. Enfin, le paradigme idéologique dominant est la dernière dimension du conflit social et les groupes porteurs d'attentes sociales compatibles avec l'idéologie dominante sont considérés comme dominant dans cette dimension (Amable & Palombarini 2023).

Fractures et recompositions des blocs sociaux en France

Depuis la création de la V^{ème} république jusqu'aux années 80, le bloc social dominant était un bloc de droite, composé principalement de cadres et professions intermédiaires du secteur privé, de commerçants et d'artisans, de professions libérales, d'indépendants ainsi que d'agriculteurs et de Catholiques pratiquants, se retrouvant dans le Parti Gaulliste et ses alliés libéraux. Les attentes structurantes du bloc de droite allaient dans le sens d'une plus faible taxation, d'une intervention de l'État dans le cadre d'une politique industrielle renforçant la compétitivité des entreprises françaises, à une limitation de la protection sociale ainsi qu'à une protection de l'agriculture française au moyen de transferts et la défense de la politique agricole

⁴ Pour une liste non-exhaustive de ces modalités de soutien, voir Amable et Palombarini (2024a, p.64).

commune. Avec l'Union de la Gauche qui se forme dans les années 70 se forme un bloc social en opposition au bloc de droite. Représenté politiquement par le Parti Socialiste, le Parti Communiste et d'autres partis de gauche, ce bloc de gauche était composé de la majorité des ouvriers et des salariés du secteur public. Les attentes principales du bloc de gauche consistaient en une intervention plus grande de l'État dans l'économie, une extension de la protection sociale, du droit des travailleurs et du secteur public, ainsi que l'augmentation du niveau de vie.

À partir des années 80, ces deux alliances sociales commencent à se fracturer tout en alternant au pouvoir, en grande partie à cause des pressions exercées par l'hégémonie du paradigme néolibéral, ainsi qu'à certaines évolutions structurelles. Du côté du bloc de droite, les vagues de réformes néolibérales lancées par Raymond Barre sous la présidence de Giscard d'Estaing puis par le gouvernement Chirac de 1986, qui marquent un renoncement au modèle de développement gaulliste d'après-guerre, divisèrent le bloc de droite. Les contradictions s'accroissent entre les attentes des commerçants, artisans et petits entrepreneurs qui soutenaient les réformes néolibérales radicales comme une plus grande flexibilisation du marché du travail et les groupes qui se sentaient menacés par ces réformes et attendaient un certain degré de protection, notamment les salariés du secteur privé. En d'autres termes, les divisions s'accroissent entre la bourgeoisie productive avantagée par la mondialisation et les classes populaires en attente d'une politique conservatrice et protectrice. Cette division mena à la défaite électorale de la droite en 1988 et les tentatives de reconsolidation du bloc de droite sous les gouvernements de Chirac et Sarkozy furent davantage prudentes sur le degré de radicalité des réformes.

Du côté du bloc de gauche, les politiques de l'offre ainsi que les réformes structurelles libéralisant le modèle socio-économique français après le tournant de la rigueur sous Mitterrand puis la présidence Hollande entraient fortement en contradiction avec les attentes structurantes du bloc de gauche. Les contradictions s'accroissaient entre, d'une part, les groupes demandant une politique macroéconomique soutenant la demande et l'emploi et souhaitant davantage de protection sociale et d'emploi et, d'autre part, les groupes favorables à une politique sociale-démocrate compatible avec l'intégration européenne (Amable & Palombarini 2014, p.184). La volonté d'Hollande à satisfaire les attentes de ces derniers l'incita à orienter sa politique en faveur du bloc bourgeois, qui était alors une réalité sociale et économique, mais pas encore une réalité politique (Amable & Palombarini 2017). Le bloc bourgeois confirma ensuite son ascension politique à travers son soutien victorieux à Emmanuel Macron lors des présidentielles de 2017 et 2022. Néanmoins, la taille très restreinte du bloc bourgeois engageait Macron à élargir le bloc bourgeois à d'autres groupes sociaux, notamment ceux du bloc de droite divisé (Amable et al. 2012; Amable & Palombarini 2018).

La constitution d'un bloc bourgeois et la division des blocs traditionnels de droite et de gauche laissaient un espace vide pour un projet politique défendant la souveraineté nationale et le modèle français. Ce projet politique aurait pu agréger un bloc anti-bourgeois, qui rassemblerait les composantes les plus populaires des anciens blocs de droite et de gauche. Cette stratégie fut adoptée par le Front National (FN) de Marine Le Pen à l'occasion des présidentielles de 2012 et 2017 en proposant un programme politique qui mettait en avant la renégociation des traités européens et s'éloignait en partie des propositions ultra-libérales qui étaient jusqu'alors portées par le parti en réponse au cœur de sa base sociale, à savoir les artisans, petits commerçants et entrepreneurs. Cette stratégie du bloc anti-bourgeois rencontrait cependant des difficultés à trouver une médiation viable entre les attentes néolibérales radicales du cœur de l'électorat FN et les nouveaux groupes défavorisés de l'ancien bloc de gauche opposés au néolibéralisme. Après l'échec de cette stratégie lors des élections de 2017, le FN abandonna cette tentative de médiation en renonçant à

s'opposer frontalement au néolibéralisme ainsi qu'à la monnaie unique et l'Union Européenne afin d'opter pour une ligne davantage libéral-identitaire en renforçant encore davantage la focalisation sur les questions de sécurité, d'identité et d'immigration qui sont les questions permettant à une alliance sociale divisée sur le sujet des réformes économiques de subsister. On pourrait penser que cette stratégie du bloc anti-bourgeois fut aussi partiellement tentée par Jean-Luc Mélenchon à travers la stratégie du souverainisme de gauche. Mais en réalité, le bloc agrégé autour de Mélenchon correspond davantage à un bloc de gauche renouvelé qu'à un bloc souverainiste ou anti-bourgeois. Ce bloc de gauche renouvelé est en outre une alliance plutôt interclassiste rassemblant certaines catégories populaires ainsi que la bourgeoisie éduquée (Amable & Palombarini 2018).

Au lieu d'une opposition entre un bloc bourgeois et un bloc anti-bourgeois, l'espace politique français s'est donc divisé en trois blocs sociaux portés par trois stratégies politiques bien distinctes, dont il reste à évaluer dans quelle mesure chacune d'entre elles pourrait agréger un bloc social dominant.

Identification des groupes socio-politiques

Les groupes socio-politiques français du début des années 2020 peuvent être identifiés à partir de la structure de leurs demandes politiques. Afin d'identifier ces groupes, il faut partir directement des attentes exprimées par les individus sur une série de sujets touchant à des problématiques économiques, sociales, culturelles et écologiques et classer les répondant dans des clusters définis de manière endogène.

L'enquête sur les élections européennes en France Posteurop24 (Persico et al. 2024) est choisie pour des questions de temporalité et de qualité des questions. En effet, les élections européennes de 2024 ont marqué en France un tournant en termes de blocs sociaux et de bouleversement de l'espace politique. Cette enquête a aussi l'avantage d'avoir un questionnaire d'assez bonne qualité afin de pouvoir capturer de manière satisfaisante les préférences et attentes sociales et politiques dans le cadre de l'analyse conduite dans cet article. Cette enquête mobilise le panel ELIPSS qui est un panel représentatif de la population de la France Métropolitaine. Au moment de l'enquête, 2290 panélistes ont été invités à répondre à l'enquête entre juin et juillet 2024. Avec un taux de réponse de 79,1%, l'échantillon finale de l'enquête comporte 1811 individus.

Pour les indicateurs inclus dans l'analyse, 12 questions ont été retenues correspondant à différentes dimensions des clivages politiques. Le premier domaine de questions capture les préférences des individus sur plusieurs dimensions des clivages économiques. La première question demande aux répondants leurs avis sur le fait d'accorder la priorité à l'amélioration de la situation des salariés ou à la compétitivité des entreprises. La deuxième question demande si les chômeurs pourraient trouver sur travail s'ils le voulaient vraiment ; la troisième si les répondants sont pour ou contre la réduction du nombre de fonctionnaire ; la quatrième s'ils trouvent que les zones rurales ne bénéficient pas assez des dépenses publiques et une cinquième question porte sur la redistribution des richesses pour la justice sociale. Les deux autres domaines de questions portent sur le degré d'intégration dans le régime international et sur l'environnement, même si ces questions sont aussi en parti liées à des clivages économiques. Les questions sur l'internationalisation du modèle français portent sur l'Europe (préférence pour la souveraineté nationale en déprimant les pouvoirs de l'Europe) ; la mondialisation (conséquences négatives de la mondialisation sur l'économie française ; et l'immigration (s'il y a une surcharge migratoire en France). Les trois dernières questions portent sur l'environnement et permettent de distinguer quel modèle écologique est soutenu par les répondants :

s'il faut sortir du capitalisme afin de résoudre la crise environnementale ; augmenter la taxe sur les énergies fossiles afin de lutter contre le changement climatique et, enfin, s'il faudrait développer le nucléaire. Ces 12 indicateurs sont tous des variables ordinales prenant 5 catégories. Pour des raisons de simplicité et afin de faciliter l'estimation de modèles dans LatentGold, ces variables ont été recodées en trois catégories en fusionnant les réponses « tout à fait d'accord » et « d'accord » (et à l'inverse : « tout à fait en désaccord » et « en désaccord », voir le tableau 2 en annexe pour des statistiques descriptives des indicateurs).

3. L'analyse en classes latentes

Identifier des groupes socio-politiques, définis en tant que groupes ayant des attentes homogènes vis-à-vis des politiques publiques, revient à identifier des clusters non observables directement dans la population mais pouvant être obtenus de manière endogène à partir d'une série de variables. En présence de variables catégorielles, comme nos douze questions décrites ci-dessus, une méthode adéquate est l'analyse en classe latente (ACL). L'ACL est une méthode statistique permettant d'identifier des sous-groupes latents qualitativement distincts partageant certaines caractéristiques apparentes (Weller et al. 2020). Le modèle d'ACL considéré ici prend la forme suivante :

$$f(y_i) = \sum_{x=1}^K P(X) \prod_{t=1}^T f(y_{it}|x)$$

Avec $f(y_i)$ la probabilité jointe d'observer un certain pattern de réponses pour l'individu i , y_{it} la réponse de l'individu i à l'une des T variables actives y et X la variable latente à laquelle appartient l'individu et $P(X)$ la probabilité d'appartenir à une certaine classe. L'ACL fait l'hypothèse que les réponses sont indépendantes à l'intérieure des classes (indépendance locale), que les probabilités jointes sont une mixture de distributions de K classes et que les y_{it} suivent une distribution multinomiale.

Une étape importante de l'ACL est le choix du nombre de classes, car il n'existe pas de critère définitif à cet égard. Les critères d'information (notamment le BIC et l'AIC) et ceux fondés sur la vraisemblance du modèle sont ceux le plus souvent utilisés. Dans de précédentes contributions ayant mobilisé l'ACL afin d'identifier des groupes socio-politiques (Amable et al. 2012 ; Amable 2021b), le bootstrap likelihood ratio test (BLRT) était le critère de détermination du nombre de classes. Dans la présente étude, nous avons retenu un modèle à 11 classes proposé par le test de Vuong-Lo-Mendell-Rubin (Lo & al. 2001), car il présente l'avantage d'avoir un équilibre entre parcimonie et complexité.

Une fois le modèle sélectionné, l'ACL permet de caractériser les clusters par rapport à leurs probabilités spécifiques de répondre aux différentes questions retenues en tant qu'indicateurs définissant les classes. Deux autres méthodes permettent en outre d'observer les liens entre l'appartenance aux clusters et des variables présentes dans le jeu de données mais non prises en compte dans la définition des classes. La première consiste à calculer des statistiques descriptives pour l'association entre les covariables et la variable latente après avoir estimé le modèle (méthode des « covariables inactives »). La deuxième méthode, dite des « trois étapes », consiste à attribuer des probabilités d'appartenance aux clusters à chaque individu et de procéder ensuite à des analyses de régressions avec ces probabilités et les covariables (Vermunt & Magidson 2016, Vermunt 2017). Ces trois méthodes sont mobilisées dans les sections suivantes afin de décrire les clusters, identifier leurs compositions socio-économiques ainsi que d'évaluer leurs positionnements et soutiens politiques.

Le modèle à 11 clusters

Une description des groupes socio-politiques en termes d'attentes politiques sur les 12 indicateurs ainsi que sur certaines caractéristiques socio-démographiques sont données dans le tableau 1. Le cluster 1 (20,5%) est proche de la moyenne lorsqu'il s'agit de déterminer la priorité de la politique économique : 62% sont en faveur de l'amélioration de la situation des salariés plutôt que la compétitivité de l'économie. La souveraineté nationale est préférée aux pouvoirs de l'Europe (64%). La question de la surcharge migratoire fait une quasi-unanimité (93%), tout comme l'appréciation négative de la mondialisation sur l'économie française (91%) ou même l'opinion que les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment (88%). 65% sont en faveur de la sortie du capitalisme pour résoudre la crise environnementale (46% en moyenne) et ils sont 88% à juger qu'il faut ralentir la croissance économique pour préserver l'environnement (68% en moyenne). Toutefois, 65% refusent l'augmentation des taxes sur les énergies fossiles. L'opinion sur le nucléaire est proche de la moyenne (61% en faveur, 68% en moyenne).

Il y a quasi-unanimité au sein du cluster 2 en faveur de l'amélioration de la situation des salariés (93%), contre la réduction du nombre de fonctionnaires (95%), pour la redistribution (92%) et contre l'opinion que les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment (90%). Il y a unanimité contre la notion de surcharge migratoire. 56% sont contre la souveraineté nationale au détriment des pouvoirs européens, 66% (comme la moyenne) ont une opinion négative de la mondialisation. Le cluster est quasi unanime (92%) à penser qu'il faut sortir du capitalisme pour résoudre la crise environnementale et qu'il faut réduire la croissance économique pour préserver l'environnement (96%). 83% sont pour l'augmentation de la taxe sur les énergies fossiles et 64% s'opposent au développement du nucléaire.

Le cluster 3 est très majoritairement (79%) en faveur de l'amélioration de la situation des salariés, relativement indécis sur la question de la souveraineté nationale (54% ne se prononcent pas) et opposé à l'idée de de surcharge migratoire comme à la réduction du nombre de fonctionnaires. Il se distingue peu de la moyenne sur les questions de la mondialisation, de la redistribution ou des chômeurs. Ils sont 86% à penser que les zones rurales ne bénéficient pas assez des dépenses publiques. Ils sont majoritairement (70%) contre la sortie du capitalisme pour résoudre la crise environnementale et plus que la moyenne (50% contre 30%) opposés au ralentissement de la croissance économique pour préserver l'environnement. Une majorité (88%) refuse l'augmentation des taxes sur les énergies fossiles, et le soutien au nucléaire est dans la moyenne.

Le cluster 4 donne à 59% la priorité à la compétitivité de l'économie sur l'amélioration de la situation des salariés et à 86% la préférence nationale sur les pouvoirs européens. Il y a quasi-unanimité pour dire qu'il y a trop d'immigrés en France et 87% ont une opinion négative de la mondialisation. Ils sont à 63% pour la réduction du nombre de fonctionnaires, à 73% contre la redistribution et pensent à 74% que les chômeurs pourraient trouver un travail s'ils le voulaient. Ils sont mieux disposés (88%) envers les zones rurales. Ils sont à 89% contre la sortie du capitalisme et à 57% contre le ralentissement de la croissance pour préserver l'environnement. Ils sont très fortement contre l'augmentation des taxes sur les énergies fossiles et pour le nucléaire.

Le cluster 5 donne à 62% la priorité à la compétitivité de l'économie sur l'amélioration de la situation des salariés. Il est contre la souveraineté nationale et l'idée de surcharge migratoire et a une vision positive de la mondialisation. Il se situe dans la moyenne sur les questions la redistribution et des chômeurs, il est un

peu plus que la moyenne en faveur de la réduction du nombre de fonctionnaires. Ses membres ne sont pas particulièrement pour la sortie du capitalisme mais sont très favorables (86%) au ralentissement de la croissance pour préserver l'environnement. Ils soutiennent massivement les taxes sur les énergies fossiles et le nucléaire.

Tableau 1: Description des clusters

Cluster	Attentes politiques	Caractéristiques	Bloc social
Souveraineté nationale et pouvoir d'achat (20,5%)	En partie en faveur du néolibéralisme ; contre l'immigration et la mondialisation ; Pro-écologiste (sauf pour les taxes sur les énergies fossiles)	Faibles niveaux de revenus et d'éducation ; ouvriers et employés	Libéral-identitaire
Gauche écologiste (16,4%)	Fortement contre le néolibéralisme ; pas contre l'immigration et la mondialisation ; fortement écologiste	Niveau de revenu faible ou moyen, haut niveau d'éducation ; professions intermédiaires du secteur public	Socialiste écologiste
Gauche modérée (13,2%)	Plutôt anti-néolibéral, mais pas anticapitaliste et anti-croissance ; pas contre l'immigration et indécis sur la mondialisation	Professions intermédiaires et employés à niveau d'éducation et de revenu faible à moyen	À la marge du bloc socialiste écologiste
Néolibéraux nationalistes (12,5%)	Pour le néolibéralisme ; contre l'immigration et la mondialisation ; anti-écologiste et pro-nucléaire	Agriculteurs exploitants, commerçants, techniciens et cadres d'entreprise à niveau d'éducation et de revenu faible à moyen, retraités	Libéral-identitaire
Néolibéraux centristes (11,2%)	Pour le néolibéralisme ; pas anti-immigration ni anti-mondialisation ; ambigu sur l'écologie	Cadres d'entreprise à niveau élevé de revenu et d'éducation	Néolibéral
Néolibéraux conservateurs (11,1%)	Pour le néolibéralisme ; pour la mondialisation mais anti-immigration ; anti-écologie	Cadres d'entreprise à niveau élevé de revenu et d'éducation, retraités	Néolibéral
Gauche anti-mondialisation (7,1%)	Contre le néolibéralisme ; anti-immigration et anti-mondialisation ; pro-écologie sauf pour les taxes	Professions intermédiaires et employés d'entreprise et de la fonction publique À faible niveau de revenu et d'éducation	Socialiste écologiste
Néolibéraux modérés (4,3%)	Pour le néolibéralisme ; pas anti-immigration ni anti-mondialisation ; anti-écologie sauf pour les taxes	Cadres d'entreprise et de la fonction publique à haut niveau de revenu et d'éducation	Néolibéral
Gauche indécise (1,7%)	Plutôt anti-néolibéral ; indécis sur la mondialisation et pas anti-immigration ; indécis sur l'écologie	Professions intermédiaires à faible niveau de revenu et éducation moyenne	Socialiste écologiste
Néolibéraux nationalistes (1,4%)	Pour le néolibéralisme ; contre l'immigration et la mondialisation ; plutôt contre l'écologie	Cadres et professions intellectuelles supérieures, professions intermédiaires (techniciens) à faible niveau de revenu et éducation moyenne	Libéral-identitaire
Sans opinion (0,6%)	Sans opinion	Faibles niveaux de revenu et d'éducation	

Le cluster 6 est quasi-unanime (96%) pour donner la priorité à la compétitivité de l'économie sur l'amélioration de la situation des salariés. Ses membres ne sont pas en faveur de la souveraineté nationale mais ils pensent à 79% qu'il y a trop d'immigrés en France. Ils sont en faveur de la réduction du nombre de fonctionnaires, pro-mondialisation, contre la redistribution, et estiment que les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient. Ils se soucient peu des dépenses publiques en zone rurale. Le cluster est quasi-unanime contre la sortie du capitalisme et le ralentissement de la croissance pour préserver l'environnement, opposé aux taxes sur les énergies fossiles mais très en faveur du nucléaire.

Le cluster 7 est quasi-unanime en faveur de l'amélioration de la situation des salariés (96%), pour la souveraineté nationale mais contre l'idée de surcharge migratoire. Ses membres s'opposent à la réduction du nombre de fonctionnaires, ils sont quasi-unanimes contre la mondialisation, très en faveur de la redistribution, contestent l'idée que les chômeurs pourraient trouver un emploi s'ils le voulaient, et ils sont sensibles aux problèmes de dépenses publiques dans les zones rurales. Le cluster est favorable à la sortie du capitalisme et au ralentissement de la croissance pour préserver l'environnement. Ses membres sont à 64% opposés à l'augmentation des taxes sur les énergies fossiles et à 66% favorables au nucléaire.

Le cluster 8 est très faiblement en faveur de l'amélioration de la situation des salariés (52%). Il est contre la souveraineté nationale, opposé à l'idée de surcharge migratoire et a une opinion positive de la mondialisation. Il est modérément (52%) opposé à la redistribution mais ne soutient pas la réduction du nombre de fonctionnaires et ne pense pas que les chômeurs pourraient trouver un emploi s'ils le voulaient. Ses membres ne pensent pas (73%) que les zones rurales sont défavorisées du point de vue des dépenses publiques. Ils sont contre la sortie du capitalisme et le ralentissement de la croissance pour préserver l'environnement, favorables à l'augmentation des taxes sur les énergies fossiles mais pas particulièrement favorables au nucléaire.

Le cluster 9 est très majoritairement (82%) pour l'amélioration de la situation des salariés et opposé à la réduction du nombre de fonctionnaires (75%). Ses membres sont indécis sur les questions de la souveraineté nationale face aux pouvoirs européens et de l'effet de la mondialisation sur l'économie française. Ils ne pensent pas en majorité qu'il y a trop d'immigrés en France et sont favorables à la redistribution (66%). Le cluster ne se distingue pas de la moyenne sur la question des chômeurs et est indécis sur la sortie du capitalisme et le ralentissement de la croissance ainsi que sur les mesures de politiques de l'environnement (taxe fossile et nucléaire).

Le cluster 10 ressemble beaucoup au cluster 4 : pour la priorité donnée à la compétitivité de l'économie, pour la souveraineté nationale contre les pouvoirs européens, pensant qu'il y a trop d'immigrés en France, pour la réduction du nombre de fonctionnaires, etc. Ce qui les sépare du cluster 4 est qu'ils sont indécis sur la nécessité de sortir du capitalisme pour résoudre la crise environnementale et qu'ils sont beaucoup moins opposés à l'augmentation de la taxe sur les énergies fossiles et un peu moins opposés à la redistribution. Enfin, le dernier cluster très marginal rassemble les individus qui ne répondent pas ou n'expriment aucune opinion.

Agrégation en blocs sociaux

En utilisant l'approche en trois étapes, il est possible d'analyser s'il existe des liens significatifs entre probabilité d'appartenance aux clusters et le soutien aux différents acteurs et partis politiques français, ainsi que

l'auto-positionnement politique des répondants sur une échelle gauche-droite allant de 0 à 10, mais recodée par simplicité en 5 catégories (gauche, centre-gauche, centre, centre-droit, droite).

Tableau 2: Influence de l'auto-positionnement politique sur l'appartenance aux classes. Valeurs-Z en dessous des coefficients.

	Gauche	Centre-gauche	Centre	Centre-droit	Droite
Cluster1	-1,4555	0,0247	0,2478	0,2825	0,9594
	-1,659	0,0673	0,7871	0,9973	2,4311
Cluster2	4,1401	2,7693	-2,6309	-4,6497	0,0543
	8,3259	5,2335	-1,3356	-4,2052	0,076
Cluster3	1,2203	1,3959	0,5529	-0,1799	-2,2716
	2,4172	2,7948	1,146	-0,3652	-1,1751
Cluster4	-4,1878	-1,8274	0,3656	1,6882	3,6009
	-8,1925	-0,9265	0,6691	3,6301	6,885
Cluster5	0,7376	1,849	0,4353	1,0542	-2,4645
	1,0896	3,2746	0,7609	1,9864	-1,2609
Cluster6	-3,6251	-1,0305	0,5823	1,9289	2,1965
	-4,0291	-0,9232	1,4158	5,3839	4,7425
Cluster7	2,8141	1,265	0,3232	-1,5489	-0,1166
	6,1977	2,5284	0,648	-1,7433	-0,1592
Cluster8	0,5842	1,1498	0,2406	0,1383	-0,8594
	1,1333	2,7889	0,5981	0,3564	-0,9254
Cluster9	1,6978	-0,2557	-0,4139	-0,802	-0,945
	4,3502	-0,4958	-0,927	-1,6109	-1,0747
Cluster10	-0,0738	-2,553	-0,9619	0,689	1,7817
	-0,0726	-2,198	-1,1957	1,4538	3,2031
Cluster11	-1,8519	-2,7871	1,259	1,3995	-1,9359
	-6,3061	-8,3222	2,109	2,4233	-5,1158

Le tableau 2 présente les résultats d'une régression de l'auto-positionnement politique sur l'appartenance aux classes. Comme prévu, le cluster 2 qui exprime des préférences fortement socialistes-écologiques est

celui qui se situe le plus à gauche avec les clusters 7 et 9. Le cluster 3 s'auto-positionne aussi à gauche mais de manière moins prononcée. Les clusters 1, 4 et 10 s'identifient très à droite, tandis que le cluster 5 est partagé entre le centre-gauche et le centre-droit, le cluster 6 de manière quasi équivalente entre le centre-droit et la droite, et le cluster 8 se place au centre-gauche. En partant de la tripartition des blocs sociaux présentée dans Amable & Palombarini (2018) et des résultats ci-dessus, on peut arriver à la répartition suivante :

- Bloc néolibéral : clusters 5, 6 & 8 (26,5%)
- Bloc socialiste-écologique : clusters 2, 7 & 9 (25,2%), avec le cluster 3 (13,2%) à la marge
- Bloc libéral-identitaire : clusters 1, 4 & 10 (34,4%)

Le cluster 3 est difficile à placer dans l'un de ces trois blocs. Il aurait appartenu au bloc de gauche traditionnel, dont la rupture a conduit à la constitution du bloc bourgeois. Mais les attentes exprimées ne correspondent qu'en partie à l'initiative politique visant à s'appuyer sur le bloc socialiste-écologique. Sa situation se situerait donc aux marges de ce bloc.

Le **bloc néolibéral** est uni sur les questions de la priorité de la politique économique donnée à la compétitivité et pas à l'amélioration de la situation des salariés, sur le rejet de la souveraineté nationale, sur l'appréciation positive de la mondialisation et sur le refus de sortir du capitalisme pour résoudre la crise environnementale. Le soutien au nucléaire est un autre élément commun.

La question de l'immigration est un facteur de discorde, avec une opposition assez marquée entre d'une part les clusters 5 et 8, qui rejettent massivement l'idée qu'il y a trop d'immigrés en France, et d'autre part le cluster 6, où cette idée est celle d'une majorité (64%). On retrouve, à un degré moindre, la même partition interne au cluster sur la question des chômeurs ainsi que sur celle de l'augmentation de la taxe sur les énergies fossiles.

Ce bloc est relativement homogène dans sa sociologie, les cadres et professions intellectuelles supérieures sont surreprésentées (jusqu'à 30% pour le cluster 6), ainsi que, logiquement, les diplômés de l'enseignement supérieur. Sans surprise, le niveau de revenu est élevé et la possession de résidence secondaire est sensiblement plus répandue qu'en moyenne. Les membres des clusters habitent majoritairement dans les grandes agglomérations et la région parisienne. Si on ajoute que l'opinion selon laquelle les élites mépriseraient les personnes qui vivent hors des grandes villes est rejetée assez largement par les clusters 6 et 8, on peut aussi qualifier ce bloc de bloc bourgeois. Le bloc est globalement satisfait de la démocratie et de la façon dont elle fonctionne en France.

Le problème le plus important commun aux clusters du bloc est celui des déficits publics et de la dette, celui de la relance économique et de la réindustrialisation étant le deuxième plus important. A noter que les inégalités sociales sont un problème important pour le cluster 8 mais beaucoup moins pour les deux autres clusters du bloc. De même avec la protection de l'environnement, importante pour les clusters 5 et 8 mais beaucoup moins pour le cluster 6, qui privilégie la relance économique et la réindustrialisation. De même, l'éducation et la formation professionnelle sont importantes pour les clusters 5 et 8, mais pas pour le 6.

Les problèmes liés à l'environnement ne sont pas pour autant négligés par le bloc : l'idée que les scientifiques exagèrent le changement climatique est largement rejetée. Le progrès technique n'est pas considéré comme contribuant à la crise environnementale. Les solutions ne font cependant pas l'unanimité au sein

du bloc : interdiction des voitures thermiques neuves, normes sur les pratiques agricoles, etc. On note toutefois que le bloc soutiendrait des mesures contraignantes même si la majorité des Français s’y opposait et qu’il soutient les initiatives personnelles pour l’environnement même si les autres ne font pas de même.

Le bloc n’est pas homogène vis-à-vis des valeurs culturelle « progressistes ». En particulier, le cluster 6 est plus conservateur que les deux autres dans les réponses aux questions sur la peine de mort⁵, les musulmans⁶, le rôle de l’école⁷ ou encore la responsabilité des plus aisés dans les problèmes environnementaux. Ce cluster se montre aussi plus en accord avec l’opinion que la civilisation telle que nous la connaissons va s’effondrer dans les années à venir. D’une manière générale, en revenant aux origines du bloc bourgeois, qui agrège des groupes sociaux issus des anciens blocs de gauche et de droite, le cluster 6 rassemble les groupes de droite alors que les deux autres clusters rassemblent plus des groupes issus de l’ancien bloc de gauche. On remarque aussi que le cluster 6 est plus âgé et compte plus de retraités que les autres. Notons enfin qu’il y a une majorité d’hommes dans les clusters 5 et 6, de femmes dans le cluster 8.

Compte tenu de ce qui vient d’être dit, les préférences politiques sont sans surprise : Renaissance est la préférence partisane commune à l’ensemble du bloc, à laquelle s’ajoute EELV et le PS pour le cluster 5, LR pour le cluster 6 et le PS pour le cluster 8. Les votes aux élections présidentielle de 2022 et européenne de 2024 sont en accord avec ces préférences.

En résumé, on retrouve le bloc bourgeois identifié dans Amable & Palombarini (2018) : homogène socialement, unifié sur un programme de politique économique d’orientation néolibérale et soutenant une initiative politique allant dans ce sens.

Le **bloc socialiste écologique** est agrégé autour de la priorité à l’amélioration de la situation des salariés, l’opposition à la réduction du nombre de fonctionnaires et le soutien à la redistribution ainsi que le ralentissement de la croissance pour préserver l’environnement. Les préférences du cluster 3 dans ce domaine sont dans la moyenne. Les réponses aux questions sur l’immigration, les zones rurales, les chômeurs et la sortie du capitalisme unissent au minimum deux clusters sans rencontrer de contradiction flagrante de la part de l’autre groupe ou même parfois du cluster 3. En revanche, la question de la souveraineté nationale donne lieu à des réponses contrastées : le cluster 2 y est opposé, le cluster 7 favorable et le cluster 9 est indécis (comme le cluster 3). Le cluster 2 soutient l’augmentation de la taxe sur les énergies fossiles, le cluster 7 s’y oppose ; ce dernier soutient le nucléaire (comme le cluster 3) alors que le cluster 2 s’y oppose.

Le bloc socialiste écologique est moins bien défini par des attentes de politiques publiques stabilisées que le bloc néolibéral car la stratégie politique correspondante, celle d’une gauche de rupture, est plus concurrencée par une stratégie alternative, celle d’une gauche plus centriste, que ne l’a été la stratégie politique qui a conduit au bloc bourgeois. Le cluster 2 est manifestement le cluster central du bloc, se positionnant plus à gauche que les autres clusters⁸, agrégeant des groupes sociaux unis par la stratégie politique de la gauche de rupture, alors que les autres clusters expriment des attentes qui peuvent en partie être satisfaites

⁵ La question porte sur le rétablissement de la peine de mort.

⁶ Etes-vous d’accord avec la phrase suivante : les Français musulmans sont des Français comme les autres ?

⁷ En pensant à l’école, avec laquelle de ces deux opinions êtes-vous le plus d’accord ? (a) L’école devrait donner avant tout le sens de la discipline et de l’effort ; (b) l’école devrait former avant tout des gens à l’esprit éveillé et critique.

⁸ Le cluster 3 étant celui où l’auto-positionnement des individus est le moins à gauche.

par des stratégies de gauche d'accompagnement de la transformation néolibérale des modèles socio-économiques. Néanmoins, le cluster 2 étant numériquement plus important, il semble plus à même de constituer le noyau central d'un nouveau bloc social que d'être un satellite d'un bloc de gauche centriste.

Même si le bloc pense que les scientifiques n'exagèrent pas les risques du changement climatique, et que l'espèce humaine est au-dessus des autres espèces (pour les clusters 2, 7 & 9), le cluster 2 est le plus préoccupé par le changement climatique, le plus en faveur de mesures contre la crise environnementale comme la limitation de la consommation. Les membres du cluster 2 pensent que les plus aisés sont les principaux responsables des problèmes environnementaux, que le progrès technique contribue à la crise environnementale (avec le cluster 7), que le gouvernement doit agir à partir de ce que disent les climatologues même si la majorité des gens y sont opposés. Ils sont contre l'idée que si la majorité des français rejette l'idée de mesures environnementales contraignantes, le gouvernement doit y renoncer. Ils pensent, comme le cluster 7, que nature devrait avoir des droits au même titre que ceux des humains, ils sont en désaccord avec l'idée que cela ne sert à rien de faire ce qu'on peut pour l'environnement si les autres ne font pas de même ou que cela ne sert à rien que les pays occidentaux prennent des mesures pour l'environnement si les pays en voie de développement ne font pas de même. Ils sont favorables à l'imposition de normes plus strictes sur les pratiques agricoles (interdiction des pesticides, gestion des sols, etc.).

On retrouve dans le bloc certaines des caractéristiques de l'ancien bloc de gauche : une surreprésentation des professions intermédiaires du secteur public (enseignement et santé), des niveaux de revenus principalement faibles ou moyens, une diversité des niveaux d'éducation, de faible (cluster 3) à élevé (cluster 2) et une préoccupation à l'égard de thèmes classiques de la gauche : inégalités, pouvoir d'achat ou protection sociale. Le bloc est aussi plus « progressiste » dans ses valeurs « culturelles », pensant que l'école doit former avant tout des gens à l'esprit éveillé, avec les clusters 2 et 7 très opposés au rétablissement de la peine de mort et le cluster 2 jugeant que les musulmans sont des Français comme les autres ou encore ne tolérant pas la drague (harcèlement) dans la rue⁹.

La proximité partisane est à l'image des attentes des différents clusters du bloc : LFI pour les clusters 2, 7 et 9, PS pour 2, 3 et 7 PCF et EELV pour 2. Les votes aux élections présidentielle et européenne sont en accord avec ces orientations : LFI (2 & 7), PCF (7 & 9), PS (2 & 9), Mélenchon pour les clusters 2 & 7.

Le **bloc libéral-identitaire** se rassemble autour de la souveraineté nationale, la surcharge migratoire, l'appréciation négative de la mondialisation, la question des chômeurs, les dépenses publiques en zone rurale et le soutien au nucléaire. La réduction du nombre de fonctionnaires, la priorité à la compétitivité, le rejet de la redistribution et du ralentissement de la croissance ; la sortie du capitalisme et la taxe sur les énergies fossiles font moins l'unanimité au sein du cluster.

Le bloc possède lui-aussi une certaine diversité sociologique : les clusters 1 et 4 intègrent plus de personnes aux revenus modestes que le cluster 10. Le cluster 1 compte plus d'individus avec un faible niveau d'étude que les clusters 4 et 10. Les ouvriers et employés sont plus représentés dans le cluster 1, les agriculteurs et commerçants dans le cluster 4, les techniciens dans le cluster 10. Les zones rurales et les petites agglomérations sont plus représentées dans les clusters 1 et 10 que dans le cluster 4. La région parisienne est moins

⁹ La question porte sur l'accord avec la proposition suivante : il n'est pas choquant qu'un homme aborde une femme dans la rue pour la draguer

présente que dans la moyenne de l'échantillon alors que l'Est l'est plus. Les femmes sont majoritaires dans les clusters 1 et 10, les hommes le sont dans le cluster 4.

Le cluster est conservateur par rapport aux questions « culturelles » : hostile à l'égard des musulmans, favorable au rétablissement de la peine de mort, permissif quant à la drague dans la rue, pensant que l'école devrait donner avant tout le sens de la discipline, etc. Le cluster est globalement de l'avis que les élites méprisent les personnes qui vivent hors des grandes villes. Ses membres regardent la télévision plus que la moyenne.

Dans l'ensemble, le cluster est moins préoccupé que la moyenne par les problèmes environnementaux. Ils ont tendance à penser plus que la moyenne que les scientifiques exagèrent les risques du changement climatique, que cela ne sert à rien de faire ce qu'on peut pour l'environnement si les autres ne font pas de même, ni que les pays occidentaux prennent des mesures pour l'environnement si les pays en voie de développement ne font pas de même. Il n'y a pas de soutien et même parfois de l'opposition aux mesures telles que les normes environnementales dans l'agriculture ou les limites à la consommation. Pour ce bloc, si la majorité des Français rejette l'idée de mesures environnementales contraignantes, le gouvernement doit y renoncer.

Si l'auto-placement politique des individus est relativement diffus, la proximité partisane l'est beaucoup moins : LR et RN, avec en plus Reconquête pour le cluster 4. Le vote est en accord avec cette proximité : RN, LR (clusters 4 & 10), Maréchal (cluster 4) à l'élection européenne ; Le Pen, Zemmour, Dupont-Aignan et Pécresse (cluster 4) à la présidentielle.

On voit que le bloc est uni par une stratégie politique bien établie par l'extrême droite et la droite la plus radicale, mais qu'il est agrégé autour d'un relativement petit nombre d'attentes : l'hostilité à l'immigration surtout, ainsi que certaines mesures néolibérales et une faible préoccupation à l'égard de la crise environnementale. Certaines attentes en matière de politique économique pourraient être des facteurs de dissension au sein du bloc. Le cluster 1, rassemblant des individus aux revenus plus modestes que, par exemple, le cluster 4, exprime certaines préoccupations relatives au pouvoir d'achat qui ne sont pas vraiment partagées, ou pas à la même hauteur, par les autres clusters du bloc. On comprend alors pourquoi la stratégie politique d'extrême droite a tout intérêt à surinvestir la question de l'immigration et à être le plus ambiguë possible sur les questions de salaires et de pouvoir d'achat.

Cluster/Indicateur	Priorité à l'amélioration de la situation des salariés par rapport à la compétitivité de l'économie	Préférence à la souveraineté nationale / pouvoirs de l'Europe	Surcharge migratoire	Réduction du nombre de fonctionnaires	Conséquences négatives de la mondialisation sur l'économie française	Redistribution des richesses pour la justice sociale	Les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment	Les zones rurales ne bénéficient pas assez des dépenses publiques	Sortir du capitalisme pour résoudre la crise environnementale	Ralentir la croissance économique pour préserver l'environnement	Augmentation de la taxe sur les énergies fossiles	Développement du nucléaire
Cluster1												
Cluster2												
Cluster3												
Cluster4												
Cluster5												
Cluster6												
Cluster7												
Cluster8												
Cluster9												
Cluster10												
Cluster11												

Figure 1: Compatibilité des préférences par rapport aux indicateurs définissant les classes. La couleur jaune indique un soutien, la couleur grise une opposition et la couleur blanche une position indécise ou divisée. Clusters colorés en brun: bloc libéral-identitaire, en bleu : bloc néolibéral, en rouge: bloc socialiste-écologique.

4. Recomposition de l'espace politique

Bipolarisation entre un bloc « progressiste » et une alliance identitaire et conservatrice

Un éventuel bloc « progressiste » (centriste) aurait comme cœur les groupes sociaux favorables à la poursuite de la transformation néolibérale du modèle socio-économique tout en affichant une certaine ouverture culturelle. En partant du bloc néolibéral, les clusters 5 et 8 deviendraient centraux, alors que les positions conservatrices du cluster 6 pousseraient celui-ci un peu plus à la marge du bloc. L'élargissement du bloc néolibéral se ferait en direction des groupes sociaux de gauche. Dans cette optique, c'est le cluster 3 qui pourrait le plus facilement s'agréger à un bloc néolibéral « progressiste », trouvant une certaine satisfaction de ses attentes en matière de surcharge migratoire, de relative préservation du service public (pas de priorité à la réduction du nombre de fonctionnaires), de poursuite de la mondialisation et de rejet de la sortie du capitalisme pour résoudre la crise environnementale. En revanche, les questions plus générales de politique de l'environnement susciteraient quelques tensions au sein du bloc. La principale difficulté d'intégration du cluster 3 serait probablement la question, centrale pour le bloc néolibéral, de la priorité de la politique économique en faveur de la compétitivité et pas des salariés. Une politique de redistribution étant loin de faire l'unanimité parmi les clusters du bloc « progressiste », cet aspect pourrait difficilement compenser l'absence d'une politique des revenus favorisant les salaires. Les clusters de gauche, 2, 7 et 9, seraient totalement marginalisés, ne voyant aucune de leurs attentes centrales satisfaites, n'obtenant que peu de satisfactions dans l'ouverture « culturelle » toute relative potentiellement impulsée par la satisfaction des attentes du cluster 5 en la matière.

Un bloc de droite néolibérale autoritaire agrégerait autour du bloc identitaire constitué des clusters 1, 4 et 10 certains éléments du cluster 5 insatisfaits par le compromis « progressiste ». Une tentative d'incorporation d'une partie de ce cluster pourrait se faire autour de la question de la priorité de la politique économique donnée à la compétitivité, celle de la « surcharge migratoire », de la réduction du nombre de fonctionnaires, de la redistribution, de la stigmatisation des chômeurs ou même celle du nucléaire. On voit qu'un compromis politique articulé autour d'un néolibéralisme agressif et d'un conservatisme « sociétal » est susceptible de satisfaire une partie au moins du cluster 5. Par certains aspects, ce compromis placerait le cluster 1 dans les marges du bloc, en raison de la non prise en compte des attentes en matière de salaires.

Opposition entre le bloc socialiste-écologique et un bloc de droite renouvelé

Dans cette configuration, c'est autour du noyau du bloc socialiste écologique que d'autres groupes sociaux viennent s'agréger. Le cœur de ce bloc resterait constitué du cluster 2, avec les clusters 7 et 9 en supplément. Le cluster 3 deviendrait pleinement un élément du bloc social de gauche, avec une minoration des attentes en matière de mondialisation et l'acceptation, au moins partielle, d'une stratégie de gauche radicale en matière de politique économique et de réformes structurelles. Pour obtenir une taille suffisante, c'est aussi en direction des autres clusters que la stratégie politique visant à obtenir un bloc social dominant devrait s'orienter. Les perspectives les plus prometteuses sont probablement de chercher une rupture du cluster 1 en mettant en avant la satisfaction des attentes en matière de politique salariale, de redistribution, de dépenses publiques (zones rurales en particulier) et d'une politique environnementale qui ne s'appuie

pas principalement sur une augmentation des taxes nuisible au pouvoir d'achat. Cela demanderait que les attentes d'une partie du cluster 1 en matière de restriction à l'immigration ou d'hostilité à l'égard des chômeurs passent au second plan. Les perspectives de voir certains groupes sociaux issus de l'ancien bloc de gauche constituant le cœur du bloc bourgeois se détacher de la stratégie politique néolibérale pour rallier le nouveau bloc socialiste écologique semblent plus aléatoires. Le cluster concerné, au moins en partie serait le cluster 5, qui semble avoir renoncé à l'essentiel des demandes d'une politique économique de gauche pour ne conserver que des attentes en matière de redistribution, de dépenses publiques (zones rurales) et d'ouverture à l'immigration. Si ces éléments devaient devenir prioritaires et favoriser ainsi l'appartenance au nouveau bloc de gauche, cela ne concernerait probablement qu'une partie du cluster 5. En fait, il semble bien que la rupture du bloc de gauche traditionnel ait durablement éloigné du reste de la base sociale de la gauche les groupes sociaux les plus favorisés.

Il resterait alors à une stratégie de droite radicale d'agréger le bloc identitaire (principalement les clusters 4 et 10) avec les groupes sociaux dont les attentes prioritaires seraient incompatibles avec la stratégie de gauche de rupture. Cela concernerait une partie du cluster 1 (avec une minoration des attentes en matière de revenus et une priorité donnée aux demandes relatives à la « surcharge migratoire »), une partie du cluster 5, le cluster 6 ainsi que le cluster 8 (priorité aux transformations néolibérales).

Conclusion

Les élections européennes ainsi que la dissolution de l'assemblée nationale en 2024 ont représenté un moment critique dans la transformation des équilibres politiques. Après la fracture des blocs sociaux traditionnels de droite et de gauche, les observateurs prédisaient lors des années 2010 que l'espace politique se transformerait en une opposition entre « progressiste et conservateur » dans lequel le clivage gauche/droite serait minoré et laisserait place à de nouveaux clivages portant sur les valeurs culturelles, d'identité et d'ouverture internationale (Bornschieer 2010). Or, à l'issu des élections de 2017 puis de 2022, l'espace politique s'est tripolarisé en trois blocs sociaux soutenant trois stratégies de transformation du modèle socio-économique français : un bloc social-écologique porté par la France Insoumise, un bloc néolibéral représenté par Macron et un bloc libéral-identitaire porté par le Rassemblement National.

Cette tripolarisation entre trois blocs sociaux minoritaires étant instable dans le cadre des institutions politiques françaises, notre analyse a tenté d'évaluer deux hypothèses de bipolarisation ainsi que les possibilités de formation d'un nouveau bloc social dominant qui ouvrirait une issue à la crise politique française. Les résultats d'une analyse en classes latentes divisant la population française en 11 groupes socio-politiques permettent les conclusions suivantes.

Premièrement, les trois blocs sociaux sont effectivement minoritaires : le bloc néolibéral et le bloc socialiste-écologique (sans compter le cluster 3 à sa marge) sont de taille à peu près équivalentes (26,5% et 25,2%), alors que la taille du bloc libéral-identitaire est dix points de pourcentage plus environ (34,4%), cela étant significatif, mais pas suffisant afin de dominer l'espace politique. Deuxièmement, la stabilité d'une bipolarisation entre une alliance progressiste face à une alliance identitaire dépend de l'élargissement du bloc néolibéral au cluster 3 ainsi que de l'acceptation du cluster 1 à demeurer dans un bloc néolibéral autoritaire qui satisferait ses attentes en matière de conservatisme, mais pas en matière de protection des salariés ni en termes de justice sociale.

Enfin, l'équilibre d'une bipolarisation entre une gauche de rupture et un bloc de droite renouvelé dépend de l'incorporation de la gauche modérée (cluster 3) et des groupes attachés au souverainisme et au pouvoir d'achat (cluster 1) au bloc socialiste-écologique. Cela pourrait se faire dans le contexte d'un changement dans la hiérarchie des attentes propres à ces deux groupes : le cluster 3 minorant certaines de ses attentes en matière de mondialisation et acceptant des politiques économiques de gauche plus radicales, tandis que le cluster 1 se préoccuperait moins des questions d'immigration et d'identité et placerait en priorité ses demandes en matière de justice sociale, de redistribution et de protection des salariés.

Plusieurs éléments indiquent qu'une bipolarisation entre un bloc socialiste-écologique et un bloc de droite renouvelé est davantage probable qu'une opposition entre un bloc progressiste et un bloc identitaire-conservateur. D'une part, le compromis néolibéral et anti-immigration du bloc identitaire ne serait pas soutenable à long terme, car ses composantes les plus populaires attendent après tout un certain degré de protection économique qui serait loin d'être la préoccupation de la stratégie politique à l'origine du bloc. D'autre part, les politiques menées par Macron s'orientent déjà vers la fusion du bloc néolibéral et du bloc libéral-identitaire, le plan d'austérité de 43 milliards d'euros d'économie dans le budget pour 2026 présenté par Bayrou le 15 juillet 2025 étant l'exemple le plus récent. Dans ce contexte, il est davantage probable que le clivage gauche/droite autour d'enjeux économiques s'intensifie et que la gauche modérée et les groupes populaires souverainistes mais attachés à l'augmentation de leur niveau de vie renforcent le bloc socialiste-écologique.

Bibliographie

- Amable, Bruno. 2003. *The Diversity of Modern Capitalism*. Oxford University Press.
- Amable, Bruno. 2021a. *La résistible ascension du néolibéralisme: Modernisation capitaliste et crise politique en France*. La Découverte.
- Amable, Bruno. 2021b. « In Search of the Bloc Bourgeois ». *Revue de La Régulation. Capitalisme, Institutions, Pouvoirs*, n° 31 | 2nd semestre (août): 31 , 2nd semestre. <https://doi.org/10.4000/regulation.20350>.
- Amable, Bruno. 2023. *Le Néolibéralisme*. QUE SAIS JE.
- Amable, Bruno, Elvire Guillaud, et Stefano Palombarini. 2012. *L'économie politique du néolibéralisme: Le cas de la France et de l'Italie*. Collection du CEPREMAP 26. Éditions Rue d'Ulm.
- Amable, Bruno, et Stefano Palombarini. 2005. *L'économie politique n'est pas une science morale*. Raisons d'Agir. Paris.
- Amable, Bruno, et Stefano Palombarini. 2014. « The bloc bourgeois in France and Italy ». In *Economic Crises and Policy Regimes. The dynamics of Policy Innovation and paradigmatic Change*, édité par Hideko Magara. Edward Elgar Publishing. <https://doi.org/10.4337/9781782549925.00015>.
- Amable, Bruno, et Stefano Palombarini. 2017. « The emergence of an anti-bourgeois bloc in France ». In *Growth, Crisis, Democracy*. Routledge.
- Amable, Bruno, et Stefano Palombarini. 2018. *L'illusion du bloc bourgeois: Alliances sociales et avenir du modèle français*. Raisons d'Agir. Paris.
- Amable, Bruno, et Stefano Palombarini. 2022. *Où va le bloc bourgeois ?* La Dispute.
- Amable, Bruno, et Stefano Palombarini. 2023. « Multidimensional Social Conflict and Institutional Change ». *New Political Economy*, mai 26, 1-16. <https://doi.org/10.1080/13563467.2023.2215701>.
- Amable, Bruno, et Stefano Palombarini. 2024a. *Blocs sociaux et domination: Pour une économie politique néoréaliste*. 1er édition. Liber/Raisons d'agir.
- Amable, Bruno, et Stefano Palombarini. 2024b. *The Concept of the Social Bloc in Political Economy*. Université de Genève. <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:180456>.
- Bornschier, Simon. 2010. *Cleavage Politics and the Populist Right: The New Cultural Conflict in Western Europe*. Temple University Press. <http://gen.lib.rus.ec/book/index.php?md5=ee123095cfe9fb8d6bcd03d6579a0705>.
- Dardot, Pierre, et Christian Laval. 2010. *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*. La Découverte. <https://doi.org/10.3917/dec.dardo.2010.01>.
- Güney, Celâl. 2024. « The Political Economy of Institutional Change and Social Blocs in Switzerland: A Neorealist Approach ». Université de Genève. <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:176868>.
- Lijphart, Arend. 2012. *Patterns of Democracy: Government Forms and Performance in Thirty-Six Countries*. Second edition. Yale University Press.

- Lo, Yungtai, Nancy R. Mendell, et Donald B. Rubin. 2001. « Testing the number of components in a normal mixture ». *Biometrika* 88 (3): 767-78. <https://doi.org/10.1093/biomet/88.3.767>.
- Mach, André. 2007. « La redéfinition du block bourgeois au cours des vingt dernières années ». In *Zur politischen Ökonomie der Schweiz: eine Annäherung ; Analysen und Impulse zur Politik ; Jahrbuch Denknetz 2007: une approche ; analyses et impulsions politiques ; cahier Réseau de Réflexion 2007 = La politique économique de la suisse*, 1. Aufl. Jahrbuch / Denknetz, 3.2997. Zürich.
- Mahecha Alzate, Manuela. 2024. *The Dominant Social Bloc (DSB) in Colombia before the Social Uprising of 21N 2019*. Université de Genève. <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:180920>.
- May, Christian, Andreas Nölke, et Michael Schedelik. 2024. « Growth Models and Social Blocs: Taking Gramsci Seriously ». *Competition & Change*, février 8, 10245294241231992. <https://doi.org/10.1177/10245294241231992>.
- Persico, Simon, Florent Gougou, Emiliano Grossman, et Malo Jan. 2024. « Les Élections Européennes 2024 En France (ELIPSS 2024) ». Version 2. Data.sciencespo, décembre 19. <https://doi.org/10.21410/7E4/TTMWTD>.
- Vermunt, Jeroen K. 2017. « Latent Class Modeling with Covariates: Two Improved Three-Step Approaches ». *Political Analysis* 18 (4): 450-69. <https://doi.org/10.1093/pan/mpq025>.
- Vermunt, Jeroen K, et Jay Magidson. 2016. « Technical Guide for Latent GOLD 5.1: Basic, Advanced, and Syntax ». *Statistical Innovations Inc.*
- Weller, Bridget E., Natasha K. Bowen, et Sarah J. Faubert. 2020. « Latent Class Analysis: A Guide to Best Practice ». *Journal of Black Psychology* 46 (4): 287-311. <https://doi.org/10.1177/0095798420930932>.

Annexe

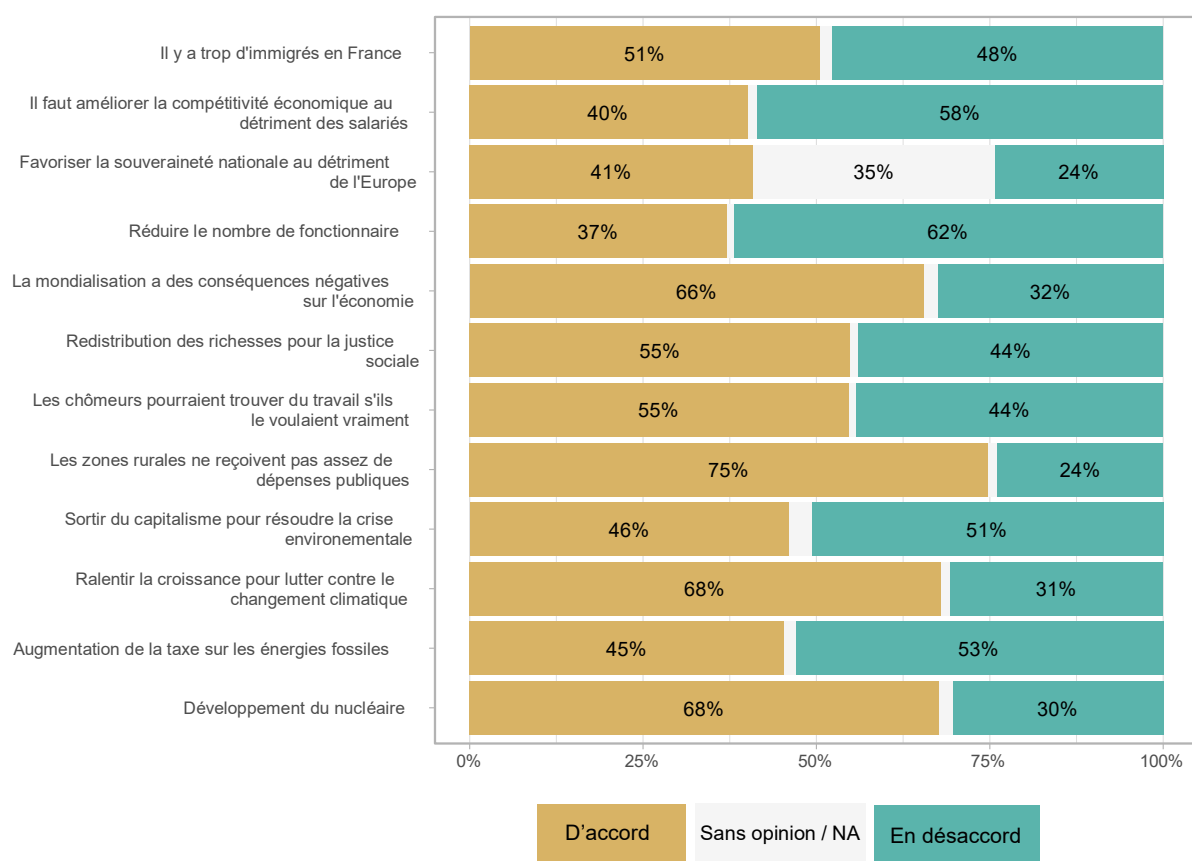


Figure 2: Variables servant d'indicateurs actifs pour le modèle à 11 clusters. Source des données : Persico et al. (2024). Chacune de ces variables a été recodées en trois catégories.